

# *La Lettre de la CADE*

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - mai 2007 - n°100



*Débat du mois* : « Les jeunes Africains face à la construction de leur identité »



enda europe

Editorial

## La centième Lettre de la Cade

Aujourd'hui, nous publions la centième Lettre de la CADE. Les mille pages que nous avons remplies depuis 1996 avec le compte rendu des rencontres-débats et les éditoriaux représentent une somme d'informations et de réflexions sur les aspects de la réalité africaine. Elles sont à votre disposition sur notre site. Un index thématique permet de les retrouver à partir d'un plan qui traduit la vision positive de l'Afrique que nous avons fait émerger : la crise du regard sur l'Afrique, l'Afrique devenue un continent majeur, l'Afrique dans l'économie mondialisée aux prises avec la démocratie, la modernité, enfin les mutations de la coopération internationale et un plaidoyer pour un nouvel africanisme qui reste à construire. Non, l'Afrique n'est pas un champ de ruines. C'est un immense chantier dont nous ne connaissons pas les plans et sur lequel, pourtant, s'active beaucoup de monde, de brillants ingénieurs à côté de nombreux tâcherons...

Aujourd'hui, cette représentation dynamique, sinon optimiste du continent nous laisse insatisfaits. Car si nos rencontres-débats nous ont fait prendre conscience de l'existence de forces nouvelles qui aspirent à prendre en main leur avenir, elles nous ont révélé de formidables résistances au changement.

Philippe Étienne, alors Directeur général de la DGCID l'avait dit à *Jeune Afrique* après la confé-

rence des chefs d'Etat de Bamako qui avait mis l'accent sur la jeunesse : « On ne doit plus parler seulement de développement, mais aussi des jeunes et de leurs attentes ». Le professeur Noureïni Tidjani-Serpos vient de le dire à la CADE en termes très forts, lors de notre dernière rencontre sur les jeunes face à la modernité : « Le moment va venir où les jeunes vont demander des comptes et ce sera impitoyable, car nous ne leur avons donné que du rêve ». Du rêve sans doute en faut-il, mais pour ceux qui sont privés de formation, de soins, contraints de travailler pour survivre dans des conditions souvent précaires, quelle tentation que celle de la violence, de la drogue et, quelque en soit le risque, de l'exil ?

Il y a aussi des jeunes qui étudient la nuit sous les lampadaires faute d'électricité à la maison et des jeunes qui se risquent à entreprendre et à décrire leur vie dans des romans et des films incisifs. L'utopie a toujours fait partie de l'horizon des jeunes. Elle les mobilise et les oblige à regarder au-delà de leur sort personnel, à se dépasser et à devenir des militants qui feront bouger, pan après pan, les secteurs les mieux verrouillés du pouvoir, celui des aînés et des régimes, des mandarins et des patrons. Ils demandent déjà des comptes à l'Université ou dans le monde paysan, dans les projets de développement ou dans le secteur informel. Une fenêtre peut-être ? Un air frais tout au moins.

*suite page 8*

## « Les jeunes Africains face à la construction de leur identité »

Dernière rencontre-débat du cycle consacré à « l'Afrique des jeunes », cette 101<sup>e</sup> réunion de la CADE a été consacrée à la construction de l'identité de la jeunesse africaine. Animée par Jean-Louis DOMERGUE, membre de la CADE et ancien directeur de l'Organisation internationale des migrations, cette rencontre s'est concentrée sur l'analyse d'un phénomène socioculturel complexe : l'identité. Cette construction identitaire s'inspire de la réalité dans laquelle elle prend forme, mais puise également dans la tradition, dans l'histoire. Cette dialectique reflète en partie les nombreuses questions auxquelles l'Afrique est confrontée aujourd'hui. Afin d'aborder ce vaste sujet, la réunion a commencé par des exposés introductifs puis a été suivie par un débat. Le nombre de questions posées

démontre le vif intérêt de l'assemblée pour le thème abordé. Monsieur Tidiane DLAKITE, professeur d'origine malienne dans un lycée à Rennes, a tout d'abord abordé la problématique de la construction identitaire à travers la relation entre modernité et tradition chez les jeunes Africains. Ensuite, M. Nouréini TIDJANI-SERPOS, directeur général adjoint de l'UNESCO, s'est intéressé au rôle de la religion, voire des religions, dans la création de l'identité des jeunes Africains.<sup>(1)</sup> Le témoignage du jour a été fait par Monsieur Willy Cédric FOU MENA, jeune étudiant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (« Sciences Po »). A partir de son expérience personnelle, ce jeune Camerounais a expliqué les éléments qui ont eu une influence sur son identité.

### I : Exposés introductifs

#### Tidiane Diakité : « Les jeunes Africains entre modernité et tradition »

Monsieur Diakité estime que, d'une manière caricaturale, l'Afrique actuelle est un continent partagé entre traditions et modernité. L'Afrique des anciens, caractérisée par les traditions et attachées aux hiérarchies coutumières, côtoie ou cohabite avec l'Afrique des jeunes, sensibles aux influences extérieures notamment grâce aux nouvelles technologies de communication. Cette jeunesse envisage alors un nouveau style de vie. Ce faisant, elle refuse d'être enfermée dans le carcan de la tradition et

cherche à s'en émanciper sans pour autant la rejeter totalement. Cette Afrique moderne se trouve donc en pleine transformation socioculturelle, l'aspect de la construction identitaire chez les jeunes n'étant que la partie émergée de l'iceberg. Ces deux mondes, bien que très proches et très liés, ne semblent pas pouvoir fusionner. Le syncrétisme paraît impossible, tant ces deux réalités africaines interdépendantes l'une de l'autre ne semblent pas miscibles.

Quant à la construction de l'identité chez les jeunes, il s'agit surtout d'une création culturelle. La culture, considérée comme processus dynamique, mobilise à la fois le patrimoine ancien et les éléments extérieurs indispensables à un individu, à un groupe ou à une société toute entière pour qu'ils

puissent créer quelque chose de nouveau. Cette alchimie complexe se trouve à la base de l'identité humaine. Pour illustrer ses observations sur l'Afrique des jeunes, Monsieur Diakité s'est appuyé sur trois exemples maliens qu'il a pu observer au cours de ses travaux.

#### Premier exemple :

Près de son village au Mali, Monsieur Diakité a observé des jeunes, fils de paysans, qui avaient vécu en France pendant plusieurs années. De retour dans leur pays, ils décidèrent de créer une coopérative agricole. S'inspirant des techniques de production et d'organisation qu'ils avaient apprises en Europe, ils sont parvenus à produire davantage que les autres fermiers du village. Ces résultats provenaient d'une exploitation rationnelle de leur terre. Cependant, cette façon de procéder était en totale contradiction avec les usages de l'agriculture traditionnelle. Par exemple, afin de pou-

(1) Les intervenants n'étaient malheureusement que deux. Mme Kadiatou KONARE, directrice de Cauris Editions à Paris, qui devait aborder le thème des « Jeunes dans la vie sociale et culturelle », a été retenue à Bamako et n'a donc pas pu assister à la rencontre-débat.

voir optimiser les pluies et les données naturelles, ces jeunes agriculteurs ne respectaient pas les dates de récoltes, traditionnellement fixées par le Chef du village à l'issue d'une cérémonie particulière. Au contraire, ils consultaient les services de météorologie sur Internet, ce qui remettait en question l'autorité des « vieux ». En effet, en vertu de la hiérarchie, nul ne pouvait s'opposer au calendrier traditionnel du village, élaboré entre autres après consultation des morts et tenue de cérémoniaux ancestraux. Cette remise en cause de la tradition a naturellement conduit à un conflit intergénérationnel. Face à l'hostilité franche des vieux du village, les jeunes agriculteurs ont nommé une personne de la coopérative afin de s'occuper des relations avec le conseil du village. Ce dialogue a par la suite porté ses fruits puisque, quelque temps après, le rapport conflictuel entre les différentes générations s'est transformé en une relation de coopération.

#### **Deuxième exemple :**

Dans un théâtre à Bamako, Monsieur Diakitè a eu l'occasion d'assister à une pièce abordant le sujet du mariage forcé. Comme l'exemple précédent, ce sujet constitue une des problématiques symptomatiques du rapport entre la tradition et la modernité. L'histoire porte sur le mariage forcé d'une fillette de 12 ans à un homme plus âgé. Cette adolescente ne souhaite absolument pas épouser cet homme. En effet, elle préfère poursuivre ses études. S'opposant vigoureusement à sa mère, elle lui reproche à la fois de s'être mariée à 14 ans et d'accepter d'être battue par son mari sans élever de protestation particulière. Afin de débattre de cette éducation tiraillée entre tradition et modernité, cette pièce de théâtre est ensuite rejouée avec les spectateurs. Aussi, après la représentation, ils montent sur scène et mettent en scène leur propre expérience. Au cours de cette séquence se met en place une véritable interaction avec le public. M. Diakitè a été frappé par l'engagement des jeunes à défendre la position de la jeune fille, considérant l'école comme un élément essentiel de la construction de l'identité et un des vecteurs d'émancipation.

#### **Troisième exemple :**

Des associations des jeunes religieux, telles que les « Cercles religieux de réflexion » ou encore les « Cercles des jeunes théologiens », s'attaquent aux interdits et s'engagent également de plus en plus dans la lutte contre les violences familiales. À l'opposé de la tradition africaine, fondée principalement sur la transmission orale du savoir, ces jeunes religieux cherchent leurs arguments dans l'écriture ainsi que dans les textes religieux. Et puisque toutes les structures sociales sont construites par les êtres humains, ils se disent que l'on doit aussi pouvoir les changer quand il le faut. L'initiative de ces jeunes intellectuels a changé beaucoup de choses et a surtout aidé à inscrire plus de filles à l'école. Ce mouvement extrêmement fort et ouvert porte beaucoup d'espoir pour l'avenir.

### **Nouréini TIDJANI-SERPOS : « L'influence des religions dans la construction de l'identité des jeunes Africains »**

Les religions traditionnelles africaines s'appuyaient autrefois sur un ensemble de croyances, faisant notamment appel à la théogonie et à la cosmogonie. Dans cette Afrique, il n'y a jamais eu de religion dominante au sens propre du terme. Il s'agissait d'une combinaison de croyances formant un ensemble doté de sa propre cohérence. À l'inverse, le Christianisme et l'Islam s'appuient sur des fondements doctrinaux clairement identifiés. Cependant, la formation religieuse traditionnelle, dispensée à travers diverses initiations, servait de socle fondamental pour apprendre à survivre et à respecter la hiérarchie générationnelle. Ce rapport traditionnel servait donc de ciment à la société africaine. Mais cette culture religieuse a été bouleversée par deux événements majeurs. Le premier se produit avec l'arrivée des Occidentaux qui profitent de la traite négrière pour « vider le corps des Africains de leur âme », comme le

souligne M. Tidjani-Serpos. Le deuxième provient de l'avènement de l'écriture. En effet, la rencontre de l'écrit, par le biais de l'établissement du système scolaire et administratif colonial, avec l'oralité africaine tourne à l'avantage du premier.

La religion orale, qui participait à l'intégration des jeunes dans la société des adultes en leur apportant une grande part de leur formation, était d'un coup remplacée par des écoles coloniales, qui enseignaient la lecture et l'écriture. Cette rencontre entre la tradition orale et l'écriture occidentale représente à cette époque un bouleversement majeur pour les sociétés africaines. En effet, les jeunes sont alors mieux formés que les anciens. Ce retournement de situation subvertit les hiérarchies ancestrales. Dans la tradition, le savoir ne se communique pas comme dans la modernité. Il faut que les jeunes soient suffisamment mûrs, car le savoir est considéré trop « dangereux ». Après l'introduction de l'école, le « jeune », le « petit », se rend soudainement compte que son diplôme lui donne du pouvoir. En outre, il est important de souligner qu'au début de la colonisation, les élèves n'étaient pas issus de la noblesse locale. À l'évidence, cette pratique a provoqué des bouleversements profonds dans la société africaine. Ainsi, l'école est à l'origine d'une véritable transition socioculturelle.

Par ailleurs, l'arrivée des missions catholiques en Afrique s'est traduite par une lutte assez virulente contre tous les symboles religieux représentant la tradition. On peut notamment évoquer l'incitation à la destruction d'objets religieux typiques, comme par exemple les masques traditionnels considérés comme sataniques. Ces objets étaient encore un prix à payer pour la modernisation « occidentale », qui s'inscrivait dans le bouleversement général de l'Afrique colonisée. Un peu plus tard, quand les Africains se sont rendus eux-mêmes en Europe, ils ont découvert qu'il y existe encore d'autres cultures, qui n'étaient pas religieuses. Éduqués, ils ont voulu comprendre pourquoi ils ne pouvaient accéder à cette culture, à laquelle seuls les Blancs avaient accès et qui ressemblait un peu aux traditions africaine de l'époque précoloniale. Avant, on leur a toujours

dit : ce que tu es, c'est mauvais, il faut devenir une nouvelle personne, un bon être humain et surtout un bon croyant. Après, ils ont compris que ce « Christ blanc » ne respecte pas tout le monde de la même manière, et que la religion était utilisée pour des fins de oppression coloniale.

Selon M. Tidjani-Serpos, la Conférence de Berlin en 1885, fixant les règles du jeu pour la conquête de l'Afrique afin de désamorcer les conflits entre les colonisateurs, a construit une sorte de « Mur de Berlin » sur le continent africain. En effet, les décisions prises au cours de celle-ci n'ont absolument pas pris en compte les populations locales. Les Africains portent ce « Mur de Berlin » toujours dans leurs têtes. Ils n'ont eu à aucun moment la possibilité de choisir. Cette situation associée aux phénomènes décrits précédemment a conduit à la création d'un vide historique et religieux dans l'identité africaine. C'est pourquoi les jeunes d'aujourd'hui se montrent très ouverts aux nouveaux évangélistes américains. En effet, ce mouvement évangéliste s'appuie non seulement sur la musique, en l'occurrence le jazz, dont les rythmes sont bien connus en Afrique, mais également sur des danses d'origines africaines. Cette nouvelle allégeance semble libérer les jeunes Africains des lourdeurs sociologiques de leur société. Elle est d'autant mieux acceptée qu'elle est véhiculée par des Noirs américains. Pour résumer le poids de l'évangélisme dans la société africaine contemporaine, M. Tidjani-Serpos a déclaré : « Si vous voulez devenir riche en Afrique aujourd'hui, il faut créer une église. »

Depuis quelques années, on constate l'apparition d'un début de démocratisation en Afrique. L'émergence d'une société civile se traduit par la création d'un nombre croissant d'associations et d'ONG. En outre, il se développe un important réseau de radios communautaires, qui représente une force d'opposition pour le pouvoir établi. Selon M. Tidjani-Serpos, la parole est aujourd'hui libérée en Afrique. Les gens n'ont plus peur de parler ouvertement et d'exprimer leur opinion. Le monopole de parole du parti unique semble par conséquent prendre fin.

Pour conclure, les religions classiques : les Évangélistes, les Catholiques ou encore les Musulmans, parlent une langue qui contient beaucoup d'éléments de justice et de droits individuels. Au travers des religions il existe donc de plus en plus de critique sociopolitique. Les jeunes commencent à demander aux chefs des villages, aux chefs des régions et même aux chefs d'États ce qu'ils vont faire pour l'Afrique et pour ses individus. L'Afrique d'aujourd'hui est en train de changer, et cela notamment au travers de ses jeunes.

### **Monsieur Willy Cédric FOU MENA : Témoignage**

Monsieur FOU MENA ne vit à Paris que depuis septembre 2006. S'appuyant sur son expérience au Cameroun, il estime qu'il est important que la construction de l'identité des jeunes Africains soit analysée dans son contexte socioculturel. En effet, la jeunesse vivant en milieu urbain et celle évoluant en milieu rural n'ont pas les mêmes référents culturels. Ayant vécu à Douala et à Yaoundé, M. Fomena se présente comme un jeune provenant de la ville. Son témoignage ne peut donc être généralisé à l'ensemble de la jeunesse camerounaise. Il explique que les jeunes, qui vivent dans des grandes villes, se montrent très ouverts à la mondialisation et à l'occidentalisation. Pour illustrer l'influence de ces deux tendances, il propose de développer deux aspects structurants : l'identité, la langue et la musique.

Sachant qu'il y a environ 240 groupes ethniques au Cameroun, les jeunes Camerounais font face à une situation assez particulière dans le domaine linguistique. En outre, en raison de l'histoire coloniale du pays, qui a été notamment marquée par les présences française et anglaise, la langue la plus parlée dans les grandes villes au Cameroun est un « franglais camerounais ». Elle ne s'appuie pas sur un véritable système de règles grammaticales. Elle combine davantage un mélange de toutes les langues imaginables. De plus, les jeunes connaissent de moins en moins leur langue d'origine, et ils préfèrent parler soit en anglais soit en français. Il s'agit d'un vrai phénomène de masse, qui touche environ 40% de la population dans les deux grandes villes du pays. Cette particularité entraîne des problèmes psycho-identitaires importantes.

Comme partout dans le monde, la mondialisation permet aux jeunes Camerounais de consommer beaucoup plus de musique américaine ou occidentale que de musique locale traditionnelle. Pour prendre part dans la mondialisation et être capable de promouvoir sa musique, cette jeunesse a adopté les rythmes occidentaux en y introduisant son propre langage qui est le franglais. Pour illustrer cette tendance, il convient de citer un mouvement musical très connu au Cameroun, le « Coupé décalé ». C'est un mélange de musique et de danse. Le secret du succès de cette expression artistique s'explique d'une part par sa volonté d'ouverture vers l'extérieur et d'autre part par l'évocation de thèmes importants de la vie locale camerounaise.

---

## II : Questions écrites

### **1 - Que faut-il pour faire une vraie école africaine ?**

*M. Diakité* : J'étais plutôt bien formé en Afrique, et on ne peut pas dire que l'école post-coloniale soit mauvaise. Il convient néanmoins de faire un effort dans l'apprentissage des langues régionales, qui constituent un vecteur indispensable pour les jeunes dans la découverte de leur culture, et donc de leur construction identitaire.

### **2 - Les jeunes africains sont-ils effrayés par le vide culturel, historique et idéologique de leur continent ?**

*M. Serpos* : Il est clair que la pauvreté joue un rôle important dans l'Afrique d'aujourd'hui. Quand j'ai faim, quand l'école m'a seulement donné une langue, mais pas de métier, je me sens inutile. Dans les années 1960, ce système fonctionnait encore avec la pré-





**CADE**

Coordination pour l'Afrique de Demain

***LES CENT LETTRES ET  
LES RENCONTRES-DEBATS DE LA CADE***

Lettre n° 0 (mars 1996)	<b>L'afropessimisme : regard du Nord ou réalité du Sud</b>
Lettre n° 1 (avr 1996)	<b>Une vision de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020</b>
Lettre n° 2 (mai 1996)	<b>L'Afrique noire en France</b>
Lettre n° 3 (juin 1996)	<b>L'économie populaire urbaine</b>
Lettre n° 4 (sept 1996)	<b>L'Afrique des innovations sociales</b>
Lettre n° 5 (oct 1996)	<b>Citoyenneté et décentralisation</b>
Lettre n° 6 (nov 1996)	<b>Où va l'Afrique du Sud ?</b>
Lettre n° 7 (janv 1997)	<b>Interrogations sur la vision européenne de l'Afrique</b>
Lettre n° 8 (fév 1997)	<b>Les PME-PMI en Afrique francophone</b>
Lettre n° 9 (mars 1997)	<b>Les paysans africains à la découverte du marché</b>
Lettre n° 10 (avr 1997)	<b>L'Afrique des femmes</b>
Lettre n° 11 (mai 1997)	<b>L'Afrique de la recherche</b>
Lettre n° 12 (juin 1997)	<b>Le Nigeria : atouts et faiblesse d'une puissance régionale africaine</b>
Lettre n° 13 (sept 1997)	<b>Le réveil des médias en Afrique</b>
Lettre n° 14 (oct 1997)	<b>La dévaluation du franc CFA aurait-elle réussi ?</b>
Lettre n° 15 (nov 1997)	<b>Les conflits en Afrique : la région des Grands Lacs</b>
Lettre n° 16 (janv 1998)	<b>Les conflits en Afrique : Congo-Brazzaville, Libéria, Sierra-Leone</b>
Lettre n° 17 (fév 1998)	<b>La prévention des conflits et la construction de la paix en Afrique</b>
Lettre n° 18 (mars 1998)	<b>L'Afrique du pétrole : les enjeux</b>
Lettre n° 19 (avr 1998)	<b>L'Afrique des ressources minières</b>
Lettre n° 20 (mai 1998)	<b>L'avenir pour l'économie africaine ?</b>
Lettre n° 21 (juill 1998)	<b>La dynamique de la mondialisation : que penser des réussites du Ghana et de l'Ouganda ?</b>
Lettre n° 22 (sept 1998)	<b>Mondialisation et régionalisation en Afrique</b>
Lettre n° 23 (oct 1998)	<b>L'éducation et la formation en Afrique au Sud du Sahara : l'état des lieux, quel bilan ?</b>

Lettre n° 24 (nov 1998)	<b>Education de base et formation professionnelle</b>
Lettre n° 25 (déc 1998)	<b>L'économie de l'éducation</b>
Lettre n° 26 (févr 1999)	<b>Le coton en Afrique subsaharienne</b>
Lettre n° 27 (avr 1999)	<b>Sociétés africaines : crises, mutations, recompositions</b>
Lettre n° 28 (mai 1999)	<b>La Banque Mondiale et l'Afrique</b>
Lettre n° 29 (juill 1999)	<b>Logiques de guerre, espoirs de paix en Afrique Centrale et dans la région des Grands Lacs</b>
Lettre n° 30 (sept 1999)	<b>Paludisme et Sida en Afrique</b>
Lettre n° 31 (oct 1999)	<b>Nations et Etats. Peuples et frontières</b>
Lettre n° 32 (nov 1999)	<b>Autorités traditionnelles. Collectivités locales et décentralisation</b>
Lettre n° 33 (janv 2000)	<b>Services publics, bien public en Afrique au Sud du Sahara</b>
Lettre n° 34 (févr 2000)	<b>L'Afrique du Sud après Mandela</b>
Lettre n° 35 (mars 2000)	<b>L'Afrique et les ONG</b>
Lettre n° 36 (avr 2000)	<b>Un autre regard sur les enfants et les jeunes des villes africaines</b>
Lettre n° 37 (mai 2000)	<b>L'Art Africain Contemporain et la créativité de l'Afrique</b>
Lettre n° 38 (juill 2000)	<b>Le Nigeria d'Olusegun Obasanjo : une nouvelle transition ?</b>
Lettre n° 39 (oct 2000)	<b>L'Afrique et l'esprit d'entreprise</b>
Lettre n° 40 (nov 2000)	<b>L'Afrique et la compétitivité</b>
Lettre n° 41 (janv 2001)	<b>La Coopération décentralisée, nouvel espace public local</b>
Lettre n° 42 (févr 2001)	<b>Les Eglises chrétiennes en Afrique</b>
Lettre n° 43 (mars 2001)	<b>L'Islam en Afrique au sud du Sahara</b>
Lettre n° 44 (avr 2001)	<b>Les religions africaines</b>
Lettre n° 45 (mai 2001)	<b>Les transports au service de l'économie et des sociétés africaines</b>
Lettre n° 46 (juin 2001)	<b>L'enjeu des Transports dans le processus de régionalisation</b>
Lettre n° 47 (juill 2001)	<b>Transports et mondialisation</b>
Lettre n° 48 (oct 2001)	<b>Ethiopie-Erythrée, une guerre fratricide entre les héritiers du dernier empire africain</b>
Lettre n° 49 (déc 2001)	<b>L'Afrique et l'histoire</b>
Lettre n° 50 (janv 2002)	<b>L'Afrique et la philosophie</b>
Lettre n° 51 (févr 2002)	<b>Pour une autre Afrique par Michel Rocard</b>
Lettre n° 52 (mars 2002)	<b>L'Afrique au début du XXI<sup>ème</sup> siècle : un état des lieux</b>
Lettre n° 53 (mai 2002)	<b>Présentation du cycle sur l'Afrique face à la mondialisation</b>
Lettre n° 54 (juin 2002)	<b>L'Afrique face à la mondialisation 1</b>
Lettre n° 55 (juill 2002)	<b>L'Afrique face à la mondialisation 2 : la libéralisation des échanges</b>

Lettre n° 56 (sept 2002)	<b>Hommage à Jacques Bugnicourt</b>
Lettre n° 57 (oct 2002)	<b>Quel avenir pour une autre Afrique ?</b>
Lettre n° 58 (nov 2002)	<b>L'Afrique face à la mondialisation 3 : libéralisation des capitaux et problèmes financiers</b>
Lettre n° 59 (déc 2002)	<b>L'économie de l'Afrique face à la mondialisation 4 : conditions d'une évolution</b>
Lettre n° 60 (janv 2003)	<b>L'Afrique condamnée à réussir ?</b>
Lettre n° 61 (mars 2003)	<b>La littérature africaine d'expression française</b>
Lettre n° 62 (mars 2003)	<b>Les technologies de l'information et de la communication en Afrique</b>
Lettre n° 63 (mai 2003)	<b>L'Afrique centrale face à sa jeunesse</b>
Lettre n° 64 (juin 2003)	<b>La Guinée au seuil du 3<sup>e</sup> millénaire</b>
Lettre n° 65 (sept 2003)	<b>La littérature africaine d'expression anglaise</b>
Lettre n° 66 (oct 2003)	<b>L'Etat et de société civile en Afrique : pertinence et enjeux de l'emploi de cette notion</b>
Lettre n° 67 (nov 2003)	<b>L'héritage de l'administration coloniale et la passation des pouvoirs aux nouveaux états</b>
Lettre n° 68 (déc 2003)	<b>Au carrefour du public et du privé, la question foncière</b>
Lettre n° 69 (janv 2004)	<b>Le Kènédougou au crépuscule de l'Afrique coloniale, une « aventure ambiguë » à contre courant</b>
Lettre n° 70 (févr 2004)	<b>Les Autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique</b>
Lettre n° 71 (avr 2004)	<b>Femmes et politique, femmes en politique en Afrique subsaharienne</b>
Lettre n° 72 (mai 2004)	<b>Entre démocratisation et restauration autoritaire</b>
Lettre n° 73 (juin 2004)	<b>La littérature d'Afrique australe, un continent à découvrir</b>
Lettre n° 74 (sept 2004)	<b>La société civile malgache et l'Etat</b>
Lettre n° 75 (oct 2004)	<b>Espoirs et limites de la micro finance en Afrique</b>
Lettre n° 76 (nov 2004)	<b>Soudan : récurrence des crises sur fond de richesses</b>
Lettre n° 77 (déc 2004)	<b>Frontières africaines : absurdité ou enracinement</b>
Lettre n° 78 (janv 2005)	<b>L'Afrique et la Francophonie</b>
Lettre n° 79 (févr 2005)	<b>Succès et limites de la lutte contre la corruption en Afrique</b>
Lettre n° 80 (mars 2005)	<b>Le coton, Cancún et les organisations paysannes africaines</b>
Lettre n° 81 (avr 2005)	<b>Lutte contre le Sida et rôle de la société civile</b>
Lettre n° 82 (mai 2005)	<b>Accords commerciaux et développement : l'accord de partenariat UE/ACP de Cotonou</b>
Lettre n° 83 (sept 2005)	<b>L'art africain contemporain en question</b>
Lettre n° 84 (oct 2005)	<b>Les luttes pour l'eau en Afrique</b>

Lettre n° 85 (nov 2005)

**Décentralisations africaines : quel bilan ?**

Lettre n° 86 (janv 2005)

**X<sup>ème</sup> anniversaire de la CADE : Images et trajectoire de l'Afrique** - *Enregistrement numérique disponible (CD)*

### **CYCLE « L'AFRIQUE ET LA DEMOCRATIE »**

Lettre n° 87 (fév 2006)

**Royaumes et Empires africains, un héritage toujours vivant ?**

Lettre n° 88 (mars 2006)

**La gestion coloniale : de l'administration directe à la représentation politique**

Lettre n° 89 (avril 2006)

**Des soleils des indépendances à l'ombre des dictatures**

Lettre n° 90 (mai 2006)

**La gésine de l'Afrique moderne : de la démocratie formelle à la démocratie réelle**

Lettre n° 91 (juin 2006)

**Des démocraties africaines contemporaines : état des lieux en Afrique du Sud, Tanzanie et Mali**

Lettre n° 92 (sept 2006)

**L'Afrique des idées reçues**

Lettre n° 93 (oct 2006)

**L'Entreprise en Afrique 1 : quel bilan ?**

Lettre n° 94 (nov 2006)

**L'Entreprise en Afrique 2 : *entreprendre en Afrique, mission impossible ?***

**Afrique(s) Europe, demain - *Enregistrement audio (K7)***

### **CYCLE « L'AFRIQUE DES JEUNES »**

Lettre n° 95 (déc 2006)

**Les jeunes d'origine africaine en France**

Lettre n° 96 (janv 2007)

**Dynamisme démographique et migrations**

Lettre n° 97 (févr 2007)

**Conquête de l'autonomie, formation à une activité et à la citoyenneté par les écoles : inégalités, déperditions, inadaptations ?**

Lettre n° 98 (mars 2007)

**Les activités, l'emploi et les métiers, au futur**

Lettre n° 99 (avr 2007)

**L'engagement des jeunes en politique**

Lettre n° 100 (mai 2007)

**Les jeunes Africains face à la construction de leur identité**



sence des colonisateurs, qui ne recherchaient qu'une main d'œuvre moins chère et qui s'occupaient du reste. Aujourd'hui, cela ne marche plus. Ce vide entretient et accroît la violence en Afrique. Tout le monde peut acheter des armes et créer des bandes qui violent, volent et terrorisent les populations. Face à cette situation, les religions n'offrent malheureusement pas de véritables solutions. Pour comprendre l'Afrique d'aujourd'hui, il faut comprendre que c'est à la fois le continent le plus riche et le continent le plus pauvre du monde. L'Afrique au début du 21<sup>e</sup> siècle est une bombe. Les gens n'ont plus rien à perdre, par conséquent le moment viendra où les Africains n'accepteront plus la domination occidentale (les compagnies de pétrole, etc.). Pour caractériser l'inactivité et la résignation des jeunes, on a coutume de dire que les jeunes « tiennent le mur ». Ce vide pose donc un réel problème qui impose une réaction à la hauteur de l'enjeu. Ainsi, l'UNESCO s'est particulièrement engagée dans la mise en place de formations accélérées et dans les micro-crédits.

### 3 - Existe-t-il une religion unique en Afrique ?

*M. Serpos* : Il y a une religion unique dans le monde entier, toutes les autres religions n'en sont que des dérives. La

première religion en Afrique reste le culte des ancêtres. Tout le monde le pratique encore. Les uns de manière plus discrète, les autres plus ouvertement.

### 4 - L'éducation forme-elle l'esprit critique ?

*M. Serpos* : Il est difficile de caractériser et de définir l'origine de l'opposition des jeunes. Certains disent que « Parfois la colonisation aurait dû être une révolution. » A l'époque coloniale, il y avait des centres d'excellence qui rassemblaient les meilleurs Africains de la zone francophone. Aujourd'hui, il n'y a malheureusement pas suffisamment de coopération. Tout se fait sur le plan national, et tous les petits chefs d'Etat sont encore contents de leurs minis drapeaux. Il serait par exemple intéressant que les programmes de formation soient les mêmes dans les régions africaines. Cela ne serait pas seulement bénéfique au niveau économique, mais cela renforcerait aussi la compréhension mutuelle. Donc, plus de coopération !

### 5 - Faut-il laisser s'imposer les rythmes et mœurs occidentaux face aux rythmes et mœurs locaux ?

*M. Foumena* : Les jeunes ne se posent pas la question, même s'il y a effectivement une dépréciation de la culture locale

au profit de la culture internationale.

### 6 - Y a-t-il une différence entre Anglophones et Francophones au Cameroun ?

*M. Foumena* : Non.

### 7 - Fait-on face à un problème de démographie en Afrique ?

*M. Diakité* : La population sur le continent africain double tous les 12 ans. Par conséquent, le problème de la démographie est un problème majeur. Je ne suis pas très optimiste en ce qui concerne les effets démographiques pour l'avenir de l'Afrique.

### Mots finaux de M. Serpos :

« La plus grande question pour l'avenir de l'Afrique est la dignité. Cette nouvelle jeunesse africaine au début du 21<sup>e</sup> siècle doit d'abord accepter la tolérance vis-à-vis les autres, avant le bien-être, car la tolérance est une richesse bien plus précieuse. Il y a une énergie énorme en Afrique. Les jeunes Africains doivent devenir transformateurs et faiseurs. Pourquoi doit-on vendre des matières premières à tout le monde et pourquoi ne peut-on pas les transformer sur place ? »

Christian Baer et Luc Penet  
étudiants à Sciences Po

## Panorama de l'Afrique

Pour la quatrième fois, Jeune Afrique a publié en Avril dernier un hors série sur l'Etat de l'Afrique. Ce numéro exceptionnel a le mérite de passer en revue, pays par pays, les données caractéristiques de leur situation socio-économique mais aussi de tenter d'évaluer leur performance politique en s'appuyant sur « les index de gouvernance élaborés par la Banque Mondiale, en fonction de critères tels que la stabilité politique, l'efficacité de l'administration, le respect des droits fondamentaux ou encore la lutte contre la corruption ». Dans son éditorial, le rédacteur en chef met en valeur l'intérêt des tableaux comparatifs présentés et

s'interroge sur l'opportunité de dépasser la vision traditionnelle matérialiste du Produit national brut et d'aller vers un concept de Bonheur national brut qui reflète mieux les aspirations au bien-être des populations africaines. Avec les progrès de la mondialisation, le défi à relever à cet égard porte bien sur la façon d'intégrer les nouvelles données de respect et de la promotion de la culture, de la gestion durable des ressources naturelles, de la protection de l'environnement ... et du creusement des inégalités qu'elle suscite. A suivre.

Michel Levallois

### Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Michel Levallois

Vice-Présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Xavier de Franssu, Henri Senghor.

Secrétaire Général : Jean-Loïc Baudet

Trésorier : Jean-Louis Domergue

### La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Michel Levallois

Comité de rédaction : Robert Ginésy, Michel Levallois, Philippe Mathieu, Denyse de Saivre, Henri Senghor.

Maquette : Atelier Visconti

La CADE : 5 rue des Immeubles-Industriels, 75011 Paris, France.

Tél. : 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : endacade@wanadoo.fr

Web : www.afrique-demain.org

## CROISSANCE FORTE, EPARGNE FAIBLE

Le dernier rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies donne les chiffres de la croissance en Afrique en 2006 et les compare à ceux des années précédentes. Ils sont passés de 5,2% en 2004, à 5,3% en 2005 et à 5,7% en 2006. Pour 2007 les prévisions sont de 6,3%. Cette croissance est supérieure à celle du monde qui s'établit à 5,1 pour 2006 et 4,9 pour 2007.

Ces données statistiques macroéconomiques paraissent sans rapport avec la vie dans les Etats africains, d'autant qu'elles recouvrent des disparités considérables de l'un à l'autre, mais elles fournissent une référence pour se situer dans le monde. Les pays non pétroliers ont pu résister à la hausse du prix du baril, qui a permis aux pays producteurs de pétrole d'avoir une croissance de 3 à 4 points supérieure. Seul le Zimbabwe a un taux négatif de - 5. L'Ethiopie, le Liberia, le Mozambique sont aux environs de 8. La Côte d'Ivoire, les Comores, le Swaziland à 1,2. L'avenir devra tenir compte de facteurs défavorables: d'une part le ralentissement de l'économie américaine et la persistance aux Etats Unis d'un déficit financier de 800 milliards de dollars à comparer aux 600 milliards de réserves de devises en Chine et en Inde ; d'autre part la poursuite de l'inflation en Afrique subsaharienne, qui atteindra 12,7 en 2007, après avoir progressé de un point par an depuis 2004. Par ailleurs il est probable que la hausse des matières premières, notamment minérales, ne durera pas, car l'économie chinoise, elle aussi, va ralentir.

Un facteur positif de la croissance est la bonne gouvernance. Un rapport de la Banque Mondiale sur les « Indicateurs mondiaux de la gouvernance » note une amélioration significative, entre 1996 et 2005, dans plusieurs Etats: Nigeria,

*NDLR. L'essentiel des informations utilisées dans cette page est puisé dans l'hebdomadaire « Marchés Tropicaux et Méditerranéens ».*

*La Lettre de la Cade n°100 - mai 2007*

Tanzanie, Liberia, RDC, Mozambique, Sénégal, Madagascar, Ghana et Botswana. La Banque attache de plus en plus d'importance à ce facteur pour l'attribution des prêts et pour son attitude générale à l'égard des pays. Elle a été parfois critiquée pour une sorte d'ingérence dans les affaires intérieures, car les critères universels de « bonne » gouvernance ne peuvent, quoi qu'on en dise, ignorer les contextes nationaux.

### La fuite de l'épargne

Quoique forte, la croissance ne parvient pas à doper l'investissement à cause de la faiblesse de l'épargne, faiblesse elle-même conséquence de la fuite des capitaux. L'Afrique subsaharienne a toujours connu un taux d'épargne inférieur à 20%, contre 35% en Asie ou 26% en Afrique du Nord. Or le taux minimal à partir duquel cette épargne peut jouer un rôle dans l'économie est de 30%. Seuls cinq pays le dépassent: Algérie, Botswana, Congo-Brazza, Gabon, Nigeria.

Cette insuffisance de l'épargne provient, entre autres, de la fuite des capitaux. Outre les placements privés à l'étranger, les mécanismes de fuite dans les relations économiques sont multiples.

En voici trois exemples : les avantages fiscaux sont les plus discrets. En Zambie, lors de la privatisation des mines de cuivre en 1995, les acheteurs ont demandé des compensations pour pouvoir assumer les investissements destinés à rendre les mines rentables. Dix ans après, on constate un affaiblissement des finances publiques zambiennes. Le secteur minier représente seulement 12% des taxes professionnelles, alors qu'il constitue 70% des recettes d'exportation. Avec un cuivre qui a augmenté de 25%, la contribution du secteur rapporte à l'Etat 8 millions de dollars contre 200 millions en 1992. Le taux des royalties est passé de 3% à 0,6%, alors que, selon le FMI, aucun Etat ne demande moins de 2%.

Contre ces dérives des réactions se manifestent: le Liberia, la Guinée ont décidé de réviser les conventions passées avec les entreprises étrangères.

### Les paradis fiscaux

Ensuite le non paiement des impôts, efficace mais risqué. Selon le service des impôts d'Afrique du Sud, 45% des recettes fiscales ne sont pas perçues, soit une perte de 3 milliards de dollars. Au Kenya ce serait 1, 32 milliard. Dans ce domaine aussi les réactions existent. Chevron Nigeria a été condamnée à régler 492 millions \$ d'arriérés d'impôts. Au Tchad la même entreprise et son partenaire malais Petronas doivent payer 450 millions de dollars sous peine d'expulsion.

Enfin le top de l'anti-taxation se trouve dans les prix de transfert d'une entreprise à sa filiale. Le schéma est le suivant: une multinationale en Europe ou aux Etats-Unis surfacture des pièces détachées à sa filiale africaine, qui elle-même sousfacture ses produits assemblés à une autre filiale située dans un paradis fiscal, échappant ainsi aux impôts en Afrique.

La communauté internationale n'a pas encore pris les décisions politiques et techniques qui permettraient de contrer ces pratiques. Dès 1928 la SDN (Société des Nations) a organisé une conférence sur les traités fiscaux. En 1954 l'ONU met en place une commission, devenue en 2005 un simple comité d'experts sans moyens. En 1956, l'OCDE a créé un comité pour établir des modèles de traités bilatéraux évitant la double imposition qui, en fait, donnent la préférence au pays investisseur et n'empêchent pas de jouer sur les prix de transfert. Cette série de tentatives, à ce jour infructueuses, montre que l'Afrique trouvera plus d'épargne- investissement en rapatriant ses capitaux privés placés à l'étranger, qu'en attendant que le monde vienne à son aide.

**Robert Ginésy**

# Des signes encourageants pour la santé dans les pays pauvres

Longtemps les politiques de santé publique dans les pays pauvres ont buté sur le coût élevé des médicaments produits par les grands laboratoires pharmaceutiques du Nord. Depuis le début de ce siècle, il est permis d'espérer de grands changements de cette situation, avec l'intérêt porté à la baisse du coût des médicaments par des Fondations - telle celle de Bill et Melinda Gates créée en 2000 et dotée de gros moyens -, le retrait en 2001 de la plainte de 39 laboratoires pharmaceutiques mondiaux contre une loi sud-africaine qui, en facilitant la fabrication et l'importation de médicaments génériques contre le SIDA, était considérée comme contraire au droit des brevets et encore, en cette même année 2001, l'adoption de la déclaration de Doha par une conférence ministérielle de l'OMC, selon laquelle des dispositions sur la propriété intellectuelle ne doivent pas faire obstacle

aux politiques publiques de protection de la santé.

Il en est résulté différentes initiatives qui améliorent l'accès aux médicaments. Emblématique de ce point de vue, la mise au point par un laboratoire indien d'un traitement anti-VIH du SIDA au prix de 350 \$ pour un traitement annuel proposé à Médecins sans frontières (contre un coût annuel du traitement de 10 000 \$ aux Etats-Unis). Plus novateur, la création de partenariats public-privé (PPP). Parmi ces derniers celui de l'Initiative Médicaments pour les maladies négligées (en anglais DNDI) fondé en 2003 par Médecins sans frontières mérite de retenir l'attention.

Il se propose en effet de travailler sur les maladies qui ne font plus l'objet de recherches de la part de l'industrie pharmaceutique et ou pour lesquelles, il n'y a pas de marché dans les pays riches. MSF a cinq autres partenaires

- Fondation Oswaldo Cruz au Brésil, Conseil indien de la recherche médicale, Ministère de la Santé de Malaisie, Institut de la recherche médicale du Kenya et Institut Pasteur -, collabore avec les agences de l'ONU et bénéficie de fonds publics britanniques, français et néerlandais ainsi que de ressources provenant de l'Italie, de la Suisse et de l'Union Européenne.

Aucun des médicaments mis au point par le DNDI à partir de molécules détenues par ses partenaires privés n'est couvert par un brevet. Il en est ainsi de l'ASAQ qui associe l'artesunate (AS) et l'amodiakine (AQ), comme nouveau médicament contre le paludisme qui tue par an 1 million de personnes dans les pays pauvres. Ce médicament, fabriqué au Maroc par Sanofi-Aventis coûte 1 dollar la boîte pour l'adulte et 50 cents pour l'enfant. Il est disponible depuis le 1er mars 2007.

**Jean-Loïc Baudet**

## Les Pontins

Lundi 14 mars, dans le cadre du séminaire du CEMAF « Transmission de l'État colonial », Jean Hervé Jézequel intervint sur le thème « **Les élites politiques en AOF et la question de la transmission de l'Etat** », essentiellement à partir de sa thèse « Les mangeurs de craie », dans laquelle il analyse le parcours des 2 500 diplômés de l'école William-Ponty, et plus particulièrement de la moitié d'entre eux qui furent instituteurs. Les noms d'Hamani Diori, Mamadou Dia, Modibo Keita, Ouzin Coulibaly, Houphouët-Boigny (en section préparatoire à la médecine pour ce dernier), parmi bien d'autres, illustrent l'importance de cette école dans l'histoire de la décolonisation, mais le bien plus vaste travail mené par M. Jézequel permet d'ébaucher une histoire sociale des acteurs de la décolonisation.

Refusant tant le paradigme de la décolonisation comme conquête du pouvoir par une élite modernisatrice que celui de la transmission négociée à une élite choisie par le colonisateur, M. Jézequel cherche d'abord à expliquer, plutôt que de la naturaliser, l'émergence de ces instituteurs en politique,

à partir de la marginalité politique dans laquelle vécurent les Pontins, « bambins barbus » et « meneurs de galopins », dans une colonie où le pouvoir s'organisait autour du Commandant de Cercle, du Garde-Cercle et de l'interprète, durant toute la première moitié du siècle.

L'hégémonie des Pontins sur les postes offerts à l'élection à partir de 1950 et plus encore après la loi-cadre Defferre, allant d'un minimum de 25% jusqu'à 70%, révèle le changement qu'a constitué la territorialisation d'une politique indigène jusque-là menée essentiellement à l'échelon local. Ce qui a transformé de handicap en atout les fréquentes mutations professionnelles de Pontins, exigeant des

hommes capables de penser les nouveaux espaces du politique.

Après avoir insisté sur l'hétérogénéité tant de leur recrutement que de leur parcours professionnel ultérieur, M. Jézequel explique que les Pontins ont pu croiser des secteurs sociaux divers (politiques, syndicaux, entrepreneuriaux, chefferies) et représenter ainsi des intérêts très différents voire divergents sans perdre un certain sentiment d'appartenance collective, devenant ainsi centraux dans le processus de cristallisation des élites politiques et d'assimilation réciproque entre blocs dirigeants hétérogènes qui caractérise l'émergence des nouvelles couches dirigeantes issues de la décolonisation.

**Yannick Le Scorfec**

### Abonnement à *La Lettre de la CADE* :

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville.....

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

Le doublement de la population que les démographes annoncent n'est donc pas seulement un problème de quantité de bouches à nourrir, c'est aussi un problème d'organisation de la société. L'arrivée à l'âge adulte de ces cohortes de jeunes va-t-elle subvertir des régimes politiques africains incapables de leur faire une place ou va-t-elle au contraire leur apporter le dynamisme qui va leur permettre de se réconcilier avec la modernité, de trouver les voies d'une reconstruction de leurs sociétés, de leurs économies, de leurs institutions ? Les gouvernements africains, les instances internationales qui prétendent les aider à se développer, qui financent des plans et des projets, ont-ils vraiment pris conscience de ce formidable défi ?

Il n'existe sans doute pas de remède miracle et les efforts qui sont déployés par tous ceux, et ils sont nombreux, qui consacrent leur compétence et leur argent à l'aide au développement et à la coopération internationale restent indispensables. Mais il est urgent que les gouvernements africains trouvent les voies et les moyens de mettre les jeunes au centre de leurs politiques. La scolarisation, la formation professionnelle, l'accès à l'emploi, ne peuvent être réservés qu'à la minorité dont les parents peuvent payer les études.

Que feront les jeunes Africains, ici et là-bas, quels sont leurs combats, leurs succès, quelle Afrique préparent-ils, à quelle Afrique rêvent-ils ? C'est dans cette direction, que nous souhaitons, avec les jeunes d'Afrique et de la diaspora, orienter le travail de la CADE ces prochains mois. C'est ainsi que nous pensons rester fidèles au « demain » de notre nom.

**La CADE**

## AGENDA DE LA CADE

Les prochaines rencontres-débats auront lieu dans l'amphithéâtre Parodi de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) 2 avenue de l'Observatoire, 75005 Paris (Métro Luxembourg) de 17 h 45 à 19 h 45.

Le Jeudi 21 juin : **les langues africaines et le développement**

Puis débutera un cycle consacré aux « mutations silencieuses de l'Afrique »

Le Mercredi 11 octobre : **l'Afrique de la paix : enjeux et servitudes**

Le Mercredi 14 novembre : **l'Afrique de l'unité : défis et moyens**

Le Mercredi 13 décembre : **l'Afrique des migrations internes et de l'urbanisation**

Le cycle se poursuivra au premier semestre 2008 en abordant : l'Afrique des convoitises, celle de l'inventivité et celle de la créativité et se terminera par sa situation au milieu des grands blocs.

La prochaine émission sur Radio Aligre (93.1 FM) est prévue le 13 juin de 8 h à 8 h 40 et portera sur la formation de l'identité des jeunes Africains

### CONFÉRENCES :

- Sciences Po et le courrier de la planète organisent au CERI, 56 rue Jacob, 75006 Paris, le jeudi 11 juin de 14 h à 16 h un séminaire sur les migrations internationales : chaînon manquant de la mondialisation. Entrée libre, inscriptions à [julie.cohen@sciences-po.fr](mailto:julie.cohen@sciences-po.fr) ou au 01 45 49 72 01, voir aussi : [www.courrierdelaplanete.org](http://www.courrierdelaplanete.org)
- Le cabinet MIQ conseil organise une soirée en entrée libre « café histoire » le mercredi 20 juin de 19 h 45 à 20 h 45, 54 rue de Turbigo, 75003 Paris, sur le thème : « Regard africain sur les stratégies chinoise et française en Afrique francophone »
- La fondation Gabriel Péri vous invite dans le cadre du séminaire sur les enjeux ruraux et agraires en Afrique à une conférence intitulée : « l'agriculture africaine dans le partenariat France-Europe-Afrique et dans le commerce mondial » qui se déroulera le mercredi 27 juin à 18 h 45, salle des documents cinématographiques, 38 avenue des Ternes 75017 Paris. Entrée libre.

### EXPOSITION :

Mali, exposition d'art contemporain à la Serpentine, 155 bis rue de Rennes 75006 Paris, jusqu'au 13 juillet. Galerie ouverte tous les jours de 6h 30 à 1h du matin. Tél. : 08 75 70 45 52

## LA RUE D'ULM EN AFRIQUE

(cf les lettres 98 p. 7 et 99 p. 8)

La semaine africaine organisée à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm par son association Pollens a été suivie par de nombreux élèves de l'Ecole. Comme la CADE, Pollens a veillé à ce que les intervenants soient d'origines et d'activités diverses et complémentaires.

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'au cours des exposés et des débats qui les ont suivis sont revenues des thématiques apparaissant lors des rencontres-débats de la CADE. On peut citer à cet égard l'importance de se fonder sur les réalités locales historiques et présentes pour mettre en place de véritables Etats ; le besoin que ces Etats soient efficaces en particulier au niveau de la justice, de la sécurité et de l'éducation ; la nécessité de l'établissement de véritables libertés en particulier dans le domaine de l'expression et de la presse ; la reconnaissance qu'il est

possible de démocratiser des sociétés autrement que par le seul recours à des élections pluralistes qui, en plus, sont souvent contestées dans leurs résultats ; l'urgence pour l'Afrique de rattraper son retard dans le domaine économique ; la conviction que les femmes joueront un grand rôle dans son développement.

Les auditeurs africains ont constitué, selon les jours, un quart à un tiers de l'auditoire mais il a été significatif de constater que lors de la réunion consacrée au thème « Quelle université pour l'Afrique ? » ils en représentaient plus de 80% et que leurs interventions ont été particulièrement nombreuses.

L'enregistrement des exposés et débats a été complet et figure sur le site de Pollens : [www.eleves.ens.fr/pollens/afrique](http://www.eleves.ens.fr/pollens/afrique)

**Jean CLAUZEL**